



6. RÉSUMÉ A L'INTENTION DES CITOYENS [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 9, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

Un résumé du contenu des rapports annuels et du rapport final de mise en œuvre à l'intention des citoyens doit être mis à la disposition du public et transféré dans un fichier séparé sous la forme d'une annexe aux rapports annuels et au rapport final de mise en œuvre.

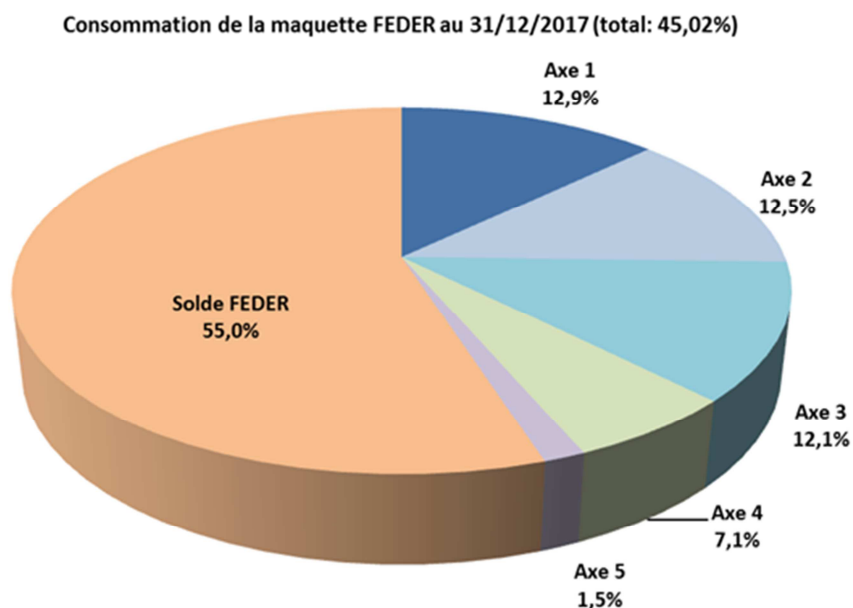
Le programme européen Interreg France-Suisse accompagne les initiatives locales dans une démarche de coopération. Ce soutien permet d'inciter les porteurs à coopérer dans une logique transfrontalière. Les projets transfrontaliers sélectionnés impliquent à minima un partenaire français et un partenaire suisse.

Côté français, c'est le Fonds européen de développement régional (FEDER) qui intervient dans le financement du projet. Côté suisse, ce sont des crédits fédéraux et/ou cantonaux qui interviennent dans le financement du projet.

Le programme Interreg France-Suisse est ainsi doté de 65,9 millions d'euros de FEDER et de 50 millions de francs suisses de fonds Interreg suisses fédéraux et cantonaux. Ces fonds sont complétés par des cofinancements publics et privés français et suisses, ainsi qu'une part d'autofinancement apportée par les porteurs de projet.

La gouvernance du programme est partenariale, associant aux côtés de l'Autorité de gestion (Région Bourgogne-Franche-Comté) et de la Coordination régionale Interreg suisse, 2 préfets de Régions (Région Auvergne-Rhône-Alpes et Région Bourgogne Franche-Comté), 5 départements français (l'Ain, le Doubs, la Haute Savoie, le Jura et le Territoire de Belfort) et 7 cantons suisses (Berne, Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Valais et Vaud) qui concourent à la bonne mise en œuvre du programme.

Au 31/12/2017, ce sont 65 projets qui ont bénéficiés de financements Interreg pour un montant de FEDER de 29 786 990,66 €.



L'année 2017 a permis de retenir 18 nouveaux projets franco-suisses, pour 11,4 millions d'euros de FEDER et 7,5 millions de francs suisses de fonds Interreg fédéraux et cantonaux.

Les projets sélectionnés en 2017 couvrent trois des quatre thématiques du programme :

- Axe 1 : « rapprocher les structures en matière d'innovation et soutenir les projets innovants ».

Le programme Interreg vise ainsi à rapprocher les différents acteurs de la recherche et de l'innovation (chercheurs, chefs d'entreprises, structures d'accompagnement). Il permet aussi d'investir et de mutualiser des équipements et des outils de recherche transfrontaliers et d'encourager les innovations débouchant sur des produits et des solutions dans les domaines d'excellence du territoire.

Au total, 8 nouveaux projets ont été approuvés en 2017 permettant ainsi le soutien au développement de 14 nouveaux produits (recherche médicale et recherche technologique).

Ecofass Vin : un projet pour développer de nouveaux packagings pour les vins



Associant deux partenaires français (CG Industry et l'Institut français de la Vigne et du Vin) et trois partenaires suisses (Fondation Changins, Bibarium et l'école hôtelière de Lausanne), ce projet vise à

développer une solution innovante de stockage et de distribution des vins locaux et régionaux. Les nouveaux contenants seront plus performants écologiquement, moins coûteux et permettront de diminuer la teneur en sulfites des vins. Ce procédé technique devrait permettre aux viticulteurs d'améliorer leur compétitivité et pourrait être étendu à d'autres produits.

Coût total : 479 205 €, dont

- 156 649 € de FEDER

- 75 962 € de fonds fédéraux.

➤ Axe 2 : « protéger et valoriser le patrimoine naturel et culturel ».

Le programme Interreg vise à exploiter les opportunités liées au patrimoine : valoriser les sites, les activités, les richesses patrimoniales et l'offre culturelle, à développer l'espace transfrontalier de manière durable dans l'optique de préserver et restaurer les écosystèmes et prendre en compte le développement durable dans les projets d'aménagement du territoire.

En 2017, 9 nouveaux projets ont été programmés et ont engendré de nouvelles formes de valorisation touristique, culturelle et naturelle (création de sentiers de randonnées, outils connectés, manifestations culturelles,...) ainsi que 5 nouveaux plans d'action en faveur du développement durable.

EntreLACS : un projet pour proposer une offre culturelle autour des archives de films amateurs



Les partenaires (Cinémathèques des Pays de Savoie et de l'Ain, Cinémathèque des Monts Jura, la Cinémathèque Suisse et l'Université de Lausanne) ont voulu créer un pôle de compétences en matière de conservation et de restauration numériques. L'objectif est de développer conjointement

une offre culturelle et pédagogique avec la mise en commun des ressources et des fonds d'archives.

Coût total : 1 149 301 €, dont
- 448 190 € de FEDER
- 46 061 € de fonds cantonaux

➤ Axe 3 : « encourager le transport durable ».

Développer et améliorer l'offre des moyens de transport durables pour les déplacements transfrontaliers, augmenter l'efficacité du transport ferroviaire transfrontalier à travers des actions de modernisation et de sécurisation, tels sont les objectifs que poursuit le programme Interreg avec cette axe de programmation.

En 2017, 1 projet emblématique a été adopté.

Le projet Belfort-Delle : 22 kilomètres de rails seront rénovés permettant ainsi une dynamisation des échanges dans l'arc jurassien.



La SNCF, la République et Canton du Jura et l'Office Fédéral de Transports se sont associés pour rouvrir la ligne Belfort-Delle proposant ainsi un accès au réseau à grande vitesse aux cantons suisses en venant de Belfort. Cet aménagement d'envergure permettra de faciliter la mobilité des travailleurs et des acteurs de l'activité économique tant en France qu'en Suisse.

Coût total : 17 243 758 €, dont

- 6 279 172 € de FEDER
- 119 760 € de fonds cantonaux
- 140 580 € de fonds fédéraux

Axe 4 : « favoriser l'emploi et accompagner la mobilité de la main d'œuvre ».

Le programme Interreg encourage le développement des services de proximité favorisant l'activité économique notamment ceux impliquant la mise en œuvre de Technologie de l'Information et de la Communication (TIC). Il favorise également la mise en œuvre des actions permettant d'améliorer la lisibilité du marché du travail et d'en renforcer l'accès.

Depuis le début de la programmation, les projets permettront la participation de 390 personnes à des initiatives de mobilité transfrontalière.

En 2017, aucun projet n'a été sélectionné sur cet axe.